

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 Bourges

Bourges, le 20/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

IZT SARL

ZI rue Sarrault
18200 Saint-Amand-Montrond

Références : VAT-20260022
Code AIOT : 0010007187

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/10/2025 dans l'établissement IZT SARL implanté ZI rue Sarrault 18200 Saint-Amand-Montrond. L'inspection a été annoncée le 26/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IZT SARL
- ZI rue Sarrault 18200 Saint-Amand-Montrond
- Code AIOT : 0010007187
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société IZT est autorisée à exploiter, par l'arrêté préfectoral (AP) n°2006.1.098 du 18 janvier 2006 modifié, une installation de traitement de surface (classée sous le régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3260) et une fonderie, situées à Saint-Amand-Montrond.

Par courrier en date du 9 octobre 2025, l'exploitant a notifié au préfet l'abaissement du volume total des bains de traitement de surface ainsi que la mise à jour administrative de certaines activités exercées sur le site.

L'établissement relève dorénavant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2565-2a et de la déclaration pour les rubriques 2552-2, 2921-1b et 4110-1b de la nomenclature des installations classées. La mise à jour de la situation administrative de l'établissement IZT a été actée par courrier préfectoral du 30 octobre 2025.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 4.2.4.2	Avec suites, Consignation	Demande d'action corrective	60 jours
2	Installations de rejets atmosphériques raccordées	Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 3.2.2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
3	Auto surveillance de la qualité des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 9.2.3.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
4	surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 9.2.1.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	60 jours
5	moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 7.7.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
7	installations électriques	Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 7.3.3	Avec suites, Consignation	Demande d'action corrective	60 jours
9	Origine des	Arrêté Préfectoral	Avec suites, Demande	Demande d'action	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	approvisionnement en eau	du 18/01/2006, article 4.1.1	d'action corrective	corrective	
10	Protection des réseaux d'eau potable	Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 4.1.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	60 jours
11	plan des réseaux d'eau	Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 4.2.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
12	captation des bains de traitement de surface	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 36 et 45	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	60 jours
13	réseau de collecte des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 4.3.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	chauffage des bains de traitement de surface	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
8	situation administrative (rubriques ICPE)	Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 1.2.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 4.2.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, risque de pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 27/11/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Consignation• date d'échéance qui a été retenue : 20/01/2025
Prescription contrôlée : <p>Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. [...]</p>
Constats : <p>Lors de la visite du 28 octobre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant a fait procéder à la mise en place d'une vanne d'isolement sur un des deux réseaux d'assainissement.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection que dans un premier temps il n'a fait équiper qu'un seul réseau afin de vérifier l'adéquation de l'équipement mis en place.</p> <p>L'exploitant a remis à l'inspection la facture des travaux relatifs à la mise en place de la première vanne d'isolement et le devis accepté pour la deuxième.</p> <p>L'exploitant n'a pas fait procéder à l'installation des dispositifs d'obturation sur l'ensemble des réseaux d'assainissement.</p> <p>Constat : L'isolement de l'ensemble des réseaux d'eaux pluviales vers l'extérieur n'est pas assuré.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Installations de rejets atmosphériques raccordées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Installations de rejets atmosphériques raccordées

<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/02/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conduits et installations raccordées [tableau non reproduit]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 28 octobre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que le nombre et le descriptif des conduits de rejets atmosphériques de l'installation ne correspondent pas aux descriptifs figurant dans l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2006. L'exploitant doit déposer un porter à connaissance pour la mise à jour de sa situation en transmettant les plans et descriptifs des installations existantes.</p> <p>Constat : Le nombre et la description des conduits de rejets observés sur le site ne correspondent pas à ceux figurants dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>
<p>N° 3 : Auto surveillance de la qualité des rejets aqueux</p>
<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 9.2.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance de la qualité des rejets</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/02/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un contrôle de la qualité des eaux résiduaires (...) est réalisé (...) périodiquement aux frais de l'exploitant par un organisme accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres suivants: [tableau non reproduit]</p>

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 28 octobre 2025, l'exploitant a remis à l'inspection des installations classées les rapports d'analyses des eaux de ruissellement du site réalisées sur les deux points de rejets en date du 13 et 19 janvier 2023. L'inspection a consulté les rapports et a constaté que les résultats respectent les valeurs limites.</p> <p>Cependant, l'exploitant n'a pas procédé à l'analyse du paramètre « hydrocarbures totaux ».</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'une nouvelle campagne de prélèvements et d'analyses allait être réalisée en 2026 (respect de la fréquence triennale).</p> <p>L'exploitant doit faire effectuer une nouvelle campagne de contrôle des rejets aqueux de son établissement en 2026 et sur l'ensemble des paramètres (T°, pH, DCO, DBO5, MES, couleur et hydrocarbures totaux).</p> <p>Constat : L'ensemble des paramètres n'a pas été contrôlé sur les rejets d'eaux résiduaire de l'établissement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 4 : surveillance des rejets atmosphériques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 9.2.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, rejets air</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 19/02/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 9.2.1.1 de l'AP du 18/01/2006 :</p> <p>Un contrôle de la qualité des rejets atmosphériques est réalisé dans les 6 mois suivants la mise en service des installations puis périodiquement aux frais de l'exploitant par un organisme accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres suivants : [tableau non reproduit] / fréquence triennale.</p>
<p>Constats :</p>

Lors de la visite du 28 octobre 2025, l'exploitant a remis à l'inspection des installations classées les rapports de contrôle des rejets atmosphériques réalisés du 2 au 5 décembre 2024 par la société GINGER. L'inspection a consulté les rapports et a constaté que l'ensemble des exutoires n'a pas fait l'objet d'une surveillance des rejets atmosphériques. Il n'est pas précisé dans le rapport si l'ensemble des exutoires (au nombre de 3 dans les plans fournis par l'exploitant) des rejets nickel a fait l'objet d'une surveillance. Aucun rapport ne précise la réalisation d'une surveillance des rejets des postes de polissage. L'inspection a constaté que l'ensemble des paramètres prévus a été analysé.

Il a également été constaté le respect des normes en vigueur pour la méthode de mesure et que le prestataire en charge de ces mesures (Ginger), dispose des accréditations nécessaires.

L'inspection a constaté des dépassements des valeurs limites :

- rejet nickel velours : alcalinité de 26,9 mg/m³ pour une VLE à 10 mg/m³;
- rejet chrome : cuivre de 0,026 mg/m³ pour une VLE à 0,02 et alcalinité de 86 mg/m³ pour une VLE à 10 mg/m³;
- rejet dorure : cuivre de 0,04 mg/m³ pour une VLE à 0,02 mg/m³;
- rejet nickel : acidité de 0,825 mg/m³ pour une VLE à 0,5 mg/m³;
- rejet cuivre dégraissage : cuivre de 0,095 mg/m³ pour une VLE à 0,02 mg/m³ et acidité de 0,61 mg/m³ pour une VLE à 0,5 mg/m³;
- rejet dégraissage chaîne manuelle : cuivre de 0,034 mg/m³ pour une VLE à 0,02 mg/m³ et acidité de 1,43 mg/m³ pour une VLE à 0,5 mg/m³;
- rejet nickel chaîne manuelle : cuivre de 0,023 mg/m³ pour une VLE à 0,02 mg/m³ et acidité de 3,1 mg/m³ pour une VLE à 0,5 mg/m³;
- rejet cuivre chaîne manuelle : cuivre de 0,38 mg/m³ pour une VLE à 0,02 mg/m³ et acidité de 3,12 mg/m³ pour une VLE à 0,5 mg/m³.

Constat : La surveillance des rejets atmosphériques sur l'ensemble des conduits de rejets, des installations de traitement de surface n'est pas respecté. Les valeurs limites de rejets ne sont pas respectées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 7.7.4

Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/11/2024

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 19/02/2025

Prescription contrôlée :

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum : .

- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes..., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre.

- d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, qui doivent être judicieusement répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets. Ils doivent être positionnés à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.

- d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 L et des pelles.

[...]

Ces dispositifs doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

La ressource en eau d'extinction d'incendie étant sur le domaine public, l'exploitant s'assure auprès du service gestionnaire de sa disponibilité permanente.

Constats :

Lors de la visite du 28 octobre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant dispose de réserves de sable et de pelles dans l'atelier de fonderie.

L'exploitant disposé également de 63 extincteurs de différentes catégories répartis sur l'ensemble du site. Ces derniers ont été contrôlés par la société Groupe Protection sécurité le 26 février 2025. Par échantillonnage, l'inspection a contrôlé les extincteurs n° 48 situé dans le local polissage (Tribo finition), n° 52 situé dans le local stockage, n°8, 10 et 13 situés dans la zone de traitement, aucune remarque particulière.

Lors de la visite, l'exploitant a remis à l'inspection des installations classées les fiches diagnostic établies par Veolia relatives à 5 poteaux incendie situés à proximité de l'établissement IZT.

L'inspection a consulté les fiches et a constaté que :

- le poteau incendie n° 99, situé à 120 m de l'entrée du site, pour un débit de 41 m³/h à 1 bar ;
- le poteau n° 68, situé à 200 m de l'entrée du site, pour un débit de 64 m³/h à 1 bar ;
- le poteau n° 71, situé à 240 m de l'entrée du site, pour un débit de 60 m³/h à 1 bar ;
- le poteau n° 73, situé à 255 m de l'entrée du site, pour un débit de 52 m³/h à 1 bar ;
- le poteau n° 72, situé à 420 m de l'entrée du site d'IZT pour un débit de 44 m³/h à 1 bar.

L'inspection constate qu'un seul poteau incendie est situé à moins de 200 mètres pour un débit de 41 m³/h à 1 bar. L'exploitant s'assure de disposer d'un volume d'eau suffisant (calcul D9 et/ou se rapprocher du SDIS).

Constat : L'exploitant doit s'assurer de disposer d'un volume d'eau suffisant pour lutter contre l'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : chauffage des bains de traitement de surface

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 19/02/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 28 octobre 2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'un registre papier est tenu à jour par le responsable traitement. Les tests des sondes et alarmes sont effectués par le responsable traitement et sont consignés dans le registre.</p> <p>L'inspection a consulté ce registre, pas de remarque particulière.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p>

- lors de la visite d'inspection du 27/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Consignation
- date d'échéance qui a été retenue : 20/01/2025

Prescription contrôlée :

[...]

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

[...]

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Constats :

Lors de la visite du 28 octobre 2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que la vérification des installations électriques a été réalisée par la société Apave. L'exploitant a présenté le rapport de contrôle établi le 6 mars 2025.

L'inspection a consulté le rapport Q18. Ce rapport fait apparaître 23 anomalies déjà signalées.

L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'une partie de ces anomalies ont été résorbées.

L'exploitant tient un registre de suivi.

L'inspection constate que l'ensemble des anomalies présentant un risque d'incendie ou d'explosion n'a pas été résorbé.

Constat : Les installations électriques ne sont pas maintenues en bon état.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 8 : situation administrative (rubriques ICPE)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative, rubriques ICPE

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 19/02/2025

Prescription contrôlée :

LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

(tableau non reproduit)

Le tableau est modifié par la lettre préfectorale du 26/01/2015 qui classe l'installation de traitement de surface au régime de l'autorisation sous la rubrique 3260 du fait d'un volume total de bains de 37,12 m3.

Constats :

Par courrier en date du 9 octobre 2025, l'exploitant a notifié au préfet l'abaissement du volume total des bains de traitement de surface ainsi que la mise à jour administrative de certaines activités exercées sur le site.

Cet abaissement du volume total des bains de traitement de surface à 25 000 litres induit que le site ne relève plus du régime IED au titre de la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. L'établissement relève dorénavant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2565-2a et de la déclaration pour les rubriques 2552-2, 2921-1b et 4110-1b de la nomenclature des installations classées.

La mise à jour de la situation administrative de l'établissement IZT a été actée par courrier préfectoral du 30 octobre 2025.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 4.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, consommation d'eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 19/02/2025

Prescription contrôlée :

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

- Origine de la ressource : Réseau public
- Consommation maximale annuelle : 275 m³.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.

[...]

Constats :

Lors de la visite du 28 octobre 2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que le volume de 275 m³ autorisé par l'arrêté préfectoral n'est pas adapté aux activités exercées sur le site.

L'exploitant précise que ce faible volume autorisé n'est pas en adéquation avec les activités exercées sur le site et le nombre d'employé sur le site (environ 30 personnes).

La consultation de la base de données GEREPA révèle que l'exploitant a déclaré les consommations annuelles d'eau suivantes:

- en 2020 : 10 685 m³ ;
- en 2021 : 8 770 m³ ;
- en 2022 : 12 757 m³ ;
- en 2023 : 12 362 m³ ;
- en 2024 : 6 550 m³.

Ces volumes sont nettement supérieurs à la valeur limite autorisée de 275 m³. En avril 2013, l'exploitant a transmis un dossier portant à connaissance une augmentation du volume (projet de développement de l'activité). Ce dossier a fait l'objet d'un courrier de demande de compléments par l'inspection du 13 août 2013 puis d'un courrier du préfet du 3 novembre 2017 auxquels l'exploitant n'a pas donné suite.

L'inspection a relancé l'exploitant par courrier du 26/07/2024 auquel il a répondu par lettre du 15/11/2024. Il confirme que le dossier est toujours d'actualité et mentionne des fuites d'eau importantes expliquant des consommations élevées.

Par ailleurs, au regard de la consommation annuelle d'eau généralement supérieure à 10 000 m³, l'établissement est soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.

Lors de la visite, l'exploitant a informé l'inspection qu'il va missionner un bureau d'études pour identifier des pistes de réduction de la consommation d'eau et compléter le dossier de porter à connaissance.

Constat : L'exploitant ne respecte pas la consommation maximale annuelle d'eau du réseau public.

Des éléments complémentaires au dossier de porter à connaissance déposé en 2013 sont attendus en termes de justification précise des consommations d'eau mises en œuvre, des mesures de suivi et de réduction des consommations et des impacts sur l'environnement, en s'appuyant notamment sur les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 précité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 10 : Protection des réseaux d'eau potable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 4.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, risque de pollution de l'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 19/02/2025
Prescription contrôlée : AP 18/01/2006 - article 4.1.3 Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.
Constats : Lors de la visite du 28 octobre 2025, l'inspection a constaté la présence de dispositif anti retour et de vannes de coupures sur les différentes conduites d'alimentation en eau des deux chaînes de traitement. Ces dispositifs sont repérés et reconnaissables. L'exploitant a déclaré ne pas vérifier régulièrement le fonctionnement de ces dispositifs ni enregistrer ces contrôles. Constat : L'exploitant ne procède pas à l'enregistrement des vérifications et entretiens des vannes de coupures et du dispositif anti retour positionnés sur le réseau d'alimentation en eau de ville de l'atelier de traitement de surface.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées

un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 11 : plan des réseaux d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, risque de pollution de l'eau
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 19/02/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>AP 18/01/2006 - Article 4.2.2</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...) - les secteurs collectés et les réseaux associés - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) - les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 28 octobre 2025, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le plan papier de l'établissement. L'inspection a consulté ce plan et constate que le plan ne comporte pas tous les éléments attendus (dispositif anti retour, dispositif de traitement des eaux pluviales et points de rejets).</p> <p>Constat : Le plan des réseaux d'eaux est incomplet, notamment en termes de matérialisation du dispositif de protection de l'alimentation en eau de ville et d'identification des deux points de rejets des eaux pluviales (pas de dénomination et de précision sur la liaison au réseau communal).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de</p>

répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 12 : captation des bains de traitement de surface

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 36 et 45
Thème(s) : Risques chroniques, rejets air
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 19/02/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 36:</p> <p>Les émissions atmosphériques (gaz, solvants, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bains et cuves de traitement sont captées et épurées, si nécessaire, avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites du présent arrêté.</p> <p>Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration.</p> <p>Article 45:</p> <p>La surveillance des rejets dans l'air porte sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. <p>L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 28 octobre 2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que les bains 4 et 11 de la chaîne manuelle (activation acide sulfurique) ne sont pas chauffés ainsi que les bains 6 et 14 (activation acide sulfurique) et le bain 26 (dédorure).</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que le bain 24 (dorure) de la chaîne manuelle n'est pas équipé d'un système de captation.</p> <p>Constat : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus de certains bains des deux chaînes de traitement de surface sont captées.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 13 : réseau de collecte des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, risque de pollution de l'eau
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 19/02/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>AP 18/01/2006 - ARTICLE 4.3.5. LOCALISATION DES POINTS DE REJET VISES PAR LE PRÉSENT ARRÊTÉ</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :</p> <p>Points de rejet vers le milieu récepteur codifiés par le présent arrêté :</p> <p>Nature des effluents : eaux de ruissellement</p> <p>Exutoire de rejet : réseau communal eaux pluviales</p> <p>Traitement avant rejet : décantation et déshuilage</p> <p>Milieu naturel récepteur ou station de traitement collectivité : rivière "le Cher"</p> <p>[...]</p> <p>AP 18/01/2006 - ARTICLE 4.3.6.1. CONCEPTION, AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET</p> <p>Article 4.3.6.1. Conception</p> <p>Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 28 octobre 2025, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le plan papier de l'établissement. L'inspection a consulté ce plan et a constaté que toutes les eaux de l'établissement (pluviales, ruissellement,) sont collectées par un seul réseau qui ne</p>

comporte pas de dispositif de traitement. Les eaux usées domestiques sont rejetées au réseau d'assainissement collectif.

L'exploitant a précisé à l'inspection que lorsqu'il y a des événements pluvieux importants, les eaux pluviales de la voirie communale pénètrent sur le site. Par conséquent, la mise en place d'un dispositif de traitement s'avère difficile.

L'exploitant indique qu'en cas de pollution, l'isolement des réseaux pourra être effectué avec les vannes mises en place.

Constat : L'exploitant ne possède pas d'autorisation de raccordement au réseau collectif.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours